

Peut-on accepter les conditions de cette rentrée scolaire?

Les contre réformes et les attaques contre l'école et les enseignants se multiplient en cette rentrée. Durant l'été, le ministre Darcos a décrété :

- deux heures de classe en moins par semaine pour les élèves de primaire ;
- suppression d'heures de cours au lycée pour accélérer la marche vers l'autonomie des établissements et donc la remise en cause des diplômes nationaux, notamment du baccalauréat ;
- remise en cause du droit de grève des enseignants par l'instauration d'un « droit d'accueil des élèves »...

A Pantin, comme ailleurs, la situation est difficile :

- Très nombreuses sont les écoles surchargées, les classes supprimées, les postes d'enseignants spécialisés non pourvus...

En fin d'année scolaire, Monsieur Kern, Maire de Pantin, écrit aux parents pour protester contre les mesures du gouvernement, défendre l'école. Bien entendu, nous soutenons cette démarche. Mais on peut s'interroger sur la décision de modifier la durée et le contenu de la pause méridienne (heure du repas) à la place des suppressions de cours du samedi matin. Alors que le ministre de l'Éducation nationale prétend supprimer les cours du samedi matin et instaurer « des heures de soutien », ce nouveau créneau ne sera-t-il pas tout indiqué pour organiser ces « aides individualisées » ?

Plusieurs élus du département ont pris position ou engagé un recours contre la suppression du samedi matin. Lors d'une réunion sur la question des deux heures de soutien scolaire, le Maire dit « on fait une concertation avec les parents et les enseignants ». Quel est le point de vue de Monsieur le Maire sur la disparition du RASED (aide spécialisée de l'école publique)? Depuis des années, il manque par exemple deux postes d'instituteurs spécialisés aux 4-Chemins. Il n'y aura pas de postes, mais des « formations » et des projets pédagogiques locaux au lieu de programmes nationaux.

Comment comprendre qu'une municipalité se réclamant du socialisme et de la démocratie ne se prononce pas contre :

- la perte de 72 heures de cours par an pour chaque élève ;
- la suppression des postes d'enseignants spécialisés pour les enfants en difficulté ?

N'est-ce pas pourtant ce que la population est en droit d'attendre d'une municipalité qui s'est engagée à défendre ses intérêts ?

Cette politique est dictée par la chasse aux services publics organisée par l'Union européenne. Qui pourrait l'accepter ? Le POI propose d'agir dans l'unité la plus large des travailleurs, de la population, des organisations pour la satisfaction des revendications. Pendant toute l'année dernière, dans toutes les écoles, les collèges, les lycées, avec les enseignants et instits, dans l'unité syndicale, délégations et manifestations se sont succédé. En cette rentrée, pour les classes et les postes nécessaires, plusieurs écoles se mobilisent.

Au moment où le gouvernement dépense des milliards d'euros pour financer la guerre en Afghanistan au compte de « l'ordre mondial » de Bush et des multinationales, le POI propose à toutes et tous de se regrouper et agir pour exiger :

**A bas la guerre en Afghanistan, retrait des troupes !
L'argent de la guerre doit être affecté à l'école, aux hôpitaux
et à l'ensemble des services publics !
Rupture avec l'Union européenne !**

Je souhaite entrer en contact avec le comité local du POI de Pantin : Nom / Prénom/Tel. :.....

**Prochaine réunion : vendredi 12 septembre à 19 h 30 – salle André Breton,
25 rue du Pré Saint Gervais – Métro Hoche**